



Mines Alerte Canada

RAPPORT ANNUEL 2001



MiningWatch Canada

Mines Alerte

*City Centre, 508-880 Rue Wellington
Ottawa, Ontario
Canada K1R 6K7
tél. +(613) 569-3439
fax: +(613) 569-5138
e-mail: canada@miningwatch.ca
url: www.miningwatch.ca*

Mines Alerte Canada

Mines Alerte Canada est une initiative pancanadienne appuyée par des groupes œuvrant en faveur de la justice sociale ainsi que par des organisations environnementales, autochtones et syndicales provenant de toutes les régions du pays. Mines Alerte vient combler le besoin urgent d'une réponse coordonnée en fonction de l'intérêt public face aux menaces à la santé publique, à la qualité de l'air et de l'eau, à l'habitat de la vie marine et de la faune et aux intérêts communautaires posés par les politiques et les pratiques minières irresponsables, tant au Canada qu'à l'étranger.

Les buts de Mines Alerte sont les suivants:

- Assurer que les pratiques en matière de développement minier soient cohérentes avec les objectifs de communautés durables et de santé écologique;
- Enforcer les capacités techniques et stratégiques au sein des communautés et des organisations aux prises avec les retombées du développement minier;
- Imposer des termes et des conditions appropriées aux opérations minières et, dans certains cas, prévenir le développement de projets pouvant avoir des effets néfastes dans des régions d'importance d'un point de vue écologique, économique et culturel;
- Faire pression en faveur de politiques visant à améliorer l'efficacité et à réduire les risques en matière de développement minier.

Objectifs

- Apporter des changements aux lois, aux politiques, aux réglementations et à la bureaucratie du gouvernement fédéral, qui permettent des pratiques irresponsables en matière d'opérations minières au Canada et par des entreprises canadiennes à l'étranger.
- Développer la capacité des militants d'intervenir stratégiquement afin de promouvoir des pratiques responsables et de prévenir les pratiques irresponsables en matière d'activité minière.
- Mobiliser la population à la prise de conscience et à l'action en faveur de pratiques responsables en matière d'activité minière sur les plans national et international.
- Accroître la responsabilité des investisseurs face aux conséquences de leurs investissements miniers sur l'environnement et sur les communautés humaines au Canada et dans d'autres pays.

Stratégies

- Soutenir et développer la capacité des communautés et des organisations régionales de se soutenir entre elles et les outiller pour le faire.
- Analyser et faire connaître les pratiques de l'industrie en termes de coûts environnementaux et sociaux, d'intervention gouvernementale, de cycle de vie des minéraux et de relations publiques.
- Travailler au sein de coalitions et avec des alliés dans le but de faire modifier les politiques, les lois et les comportements institutionnels.
- Maintenir et bâtir notre compétence organisationnelle dans une perspective à long terme.

Message du personnel national

L'année 2001 a été une bonne année pour Mines Alerte Canada. Notre organisation avance vers la maturité. Au cours de la dernière année, nous avons mieux circonscrit le rôle que nous pouvons jouer au Canada et la façon dont nous pouvons appuyer les communautés étrangères aux prises avec des problèmes reliés à l'activité minière.

Les conseillers de Mines Alerte

La nomination de « conseillers de Mines Alertes » compte parmi nos réalisations de cette année. Nous avons instauré ces nominations

pour répondre aux objectifs suivants :

- rendre hommage à des personnes ayant contribué à l'établissement de pratiques responsables en matière d'activités minières ou connexes;
- permettre aux membres du conseil d'administration de bénéficier de conseils d'experts ayant accepté d'agir comme consultants selon les besoins;
- montrer à la population que nous avons l'appui de citoyens respectés quant à notre mission et à nos objectifs.

Les conseillers de Mines Alerte sont : MM. et Mmes Earl Commanda, Stephen Hazell, Isobel Heathcote, D. Ph., Moira Hutchinson, Ovide Mercredi, Donna Mergler, D. Ph., et la sénatrice Lois Wilson.

Changements au conseil d'administration

Il y a eu quelques changements au conseil d'administration au cours de l'année. Nancy Kleer a démissionné de son poste pour donner naissance à son troisième enfant, tandis que Lorraine Michael et Evelyn Baxter Robinson sont devenues membres du conseil.

Le personnel de Mines Alerte est resté inchangé : Jamie Kneen, Catherine Coumans et Joan Kuyek ont assuré la permanence du bureau et Larry Frazer a exercé les fonctions de comptable. Nous avons davantage fait appel à des employés contractuels cette année. Ainsi avons-nous pu retenir les services de Roch Tassé qui a travaillé avec le Global Network of Communities Affected by Mining, participé à l'étude mexicaine et travaillé à nos bureaux comme suppléant à l'occasion. Pendant l'été, nous avons embauché une étudiante, Katie Graham, qui a été affectée au développement de la base de données Motherlode.



Mine à ciel ouvert abandonnée – Compagnie minière IOC, Schefferville, Nitassinan (Québec). (Photo : Serge Ashini Goupil)

Principaux secteurs de travail

Mines Alerte respecte les lignes directrices suivantes dans tous ses travaux :

- appliquer une analyse structurelle intégrée aux problèmes miniers reliés à l'environnement, aux droits de la personne, à la santé, aux conditions de travail, ainsi qu'à la distribution de la richesse et du pouvoir;
- favoriser la circulation d'information sur les questions minières entre les membres d'autres organisations non gouvernementales (ONG) et au sein de diverses institutions;
- favoriser le travail collectif et les échanges entre les communautés, les organisations et les personnes travaillant sur des problèmes miniers;
- renforcer et accompagner les luttes locales et régionales au Canada et à l'étranger;
- mener et faire mener des recherches et des analyses susceptibles d'appuyer les stratégies énumérées ci-dessus;
- participer avec le gouvernement fédéral à la promotion de pratiques minières responsables (et contester les pratiques irresponsables).

Les coûts réels de l'activité minière

Nous travaillons à ce projet depuis la première année d'existence de Mines Alerte. Nous considérons les renseignements qui seront ainsi mis à jour comme essentiels à la campagne en faveur de pratiques minières responsables puisque, jusqu'à maintenant, l'industrie se prévaut d'énormes avantages économiques. Ces travaux sont réclamés

d'avantage depuis quelques années par des groupes environnementaux œuvrant en faveur d'une réforme budgétaire écologique, ainsi que par des militants d'autres secteurs qui ont besoin de données probantes pour asseoir leur argumentation. Un groupe consultatif de comptables préoccupés d'écologie associé à Mines Alerte a convaincu l'Institut Pembina de collaborer avec nous dans le cadre de cette étude. Les résultats de celle-ci seront soumis à un contrôle par les pairs et rendus publics d'ici septembre 2002.

Mines abandonnées

Au cours de cette année, nous avons collaboré étroitement avec un certain nombre de communautés aux prises avec des problèmes de mines abandonnées, ainsi qu'avec divers intervenants, afin de faire avancer cette question.

Un colloque sur les mines abandonnées organisé conjointement avec l'Assemblée des Premières Nations (APN) a été d'une importance capitale dans ce dossier. L'événement intitulé *After the Mine: Healing our Lands and Nations* a permis de réunir des représentants de plusieurs nations autochtones qui vivent des problèmes de mines abandonnées. Les participants ont suivi pendant trois jours des ateliers sur les problèmes de santé, la loi et les interventions des communautés. Tenu à Sudbury, ce colloque comprenait une visite de l'aire de résidus miniers des Mines Falconbridge Nickel. Plus de 300 copies des actes du colloque ont été publiées et distribuées.

En collaboration avec l'Association minière du Canada et le Groupe de travail intergouvernemental sur l'industrie minière (GTIGIM), nous avons tenu à Winnipeg, du 25 au 27 juin 2001, un colloque qui s'adressait au gouvernement, à l'industrie, aux organisations autochtones, aux communautés minières et aux ONG. Les participants ont élaboré et adopté unanimement des principes directeurs et des recommandations à l'intention des ministres qui devaient participer à la Conférence des ministres des Mines de 2001.

Les participants au colloque ont convenu de créer et de financer un comité consultatif multilatéral national chargé de dresser un inventaire des mines abandonnées, d'élaborer des plans d'intervention à cet égard et de présenter ses conclusions aux ministres des Mines en 2002. En septembre, les ministres des Mines ont approuvé la demande, de sorte que le Comité consultatif multilatéral sera créé au début de la présente année.

Le bureau du vérificateur général du Canada procède actuellement à la vérification des mines abandonnées dans le Nord canadien.

Rapprochement entre les communautés affectées par les activités de la compagnie Inco

Entre le 18 octobre et le 1er novembre 2001, Mines Alerte a été l'hôte et le guide d'une délégation en provenance de la Nouvelle-Calédonie, une importante île du Pacifique Sud-Ouest qui constitue un territoire français d'outre-mer. La délégation était composée de deux écologistes locaux, Rick Anex et Jacky Mermoud, rattachés à Action Biosphère et de deux chefs Kanak membres du Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie, Georges Mandaoue (président) et Régis Vandegou (secrétaire général).

Les membres de la délégation représentaient les citoyens autochtones et non autochtones de la Nouvelle-Calédonie qui sont préoccupés par le projet d'Inco, qui prévoit creuser dans l'archipel, sur une période de cent ans, une immense mine de nickel à ciel ouvert

dans une région habitée par une population kanak éparsée. Les préoccupations des Néo-Calédoniens sont à la fois environnementales et socioculturelles, car Inco prévoit déverser par pompage les résidus miniers dans le récif corallien environnant. Ils exigent une plus grande transparence, une meilleure consultation et un délai suffisant pour permettre à un organisme indépendant d'étudier l'évaluation environnementale d'Inco.

Les membres de la délégation se sont rendus à Sudbury, où ils ont échangé avec des représentants de la section locale 6500 des Métallos et rencontré des activistes communautaires. Ils se sont également rendus à Nitissinan, à Davis Inlet, où ils ont rencontré des aînés et le Conseil de la nation Innu. Ces visites ont permis aux communautés en cause ainsi qu'à la délégation néo-calédonienne de tirer des enseignements des expériences de chacun et d'établir de nouveaux liens.

À Toronto, la délégation a rencontré des représentants de la direction d'Inco, de l'Association canadienne du droit de l'environnement, de la firme Michael Jantzi Research Associates, de groupes religieux, du Fonds humanitaire des Métallos, ainsi que des médias. À Ottawa, les visiteurs ont rencontré des gens de Ressources naturelles Canada ainsi que du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Développement des ressources régionales et communautaires au Canada

- Nous avons offert des activités de développement des ressources à plus de 40 différents groupes, personnes et organismes au Canada. Les points saillants de ces activités sont énumérés ci-dessous :
- le colloque à l'intention des Premières Nations intitulé *After the Mine: Healing Our Lands and Nations*, que nous avons tenu en collaboration avec l'APN;



Vestiaire des mineurs – North Mine, société Inco, Sudbury (Ontario). (Photo : J. Kneen)

- la préparation d'une étude pour le compte du Canadian Boreal Trust sur les répercussions de l'activité minière sur la forêt boréale. Ce document – qui fait plus de 100 pages et qui comprend des cartes géographiques et des études de cas – servira à l'élaboration par le Trust d'une stratégie destinée à sauver la forêt boréale;
- la participation de 22 militants intéressés à la question minière et provenant des quatre coins du pays (dont huit Autochtones) à la formation offerte par la Western Mining Activist Network à Albuquerque, et la participation à l'établissement de l'ordre du jour de la rencontre, qui était vraiment propice à l'apprentissage;
- la désignation de la nation Nishnawbe Aski aux fins de l'étude de cas nord-américaine lors du colloque organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève et portant sur les populations autochtones et les activités minières;
- l'appui aux militants communautaires, syndicaux et autochtones de Sudbury, par l'animation d'une rencontre bilan sur la longue grève contre la société Falconbridge et par la tenue de deux débats sur les mines et la santé avec la participation d'experts locaux;
- le site Web, visité cette année par plus de 14 000 personnes qui y ont consulté plus de 60 000 pages, à raison de 120 à 200 pages par jour. Nos lecteurs provenaient de partout; la plupart étaient Nord-Américains, mais nous avons eu des visiteurs de toutes les parties du monde – Russie, Fiji, Norvège, Mexique – et d'institutions de tous genres – des établissements d'enseignement, des entreprises, la

Banque mondiale, le Corps des Marines des États-Unis, des ONG et bien d'autres.

D'autres points saillants de nos activités de 2001

- Nous avons réagi aux modifications apportées au Règlement sur les effluents liquides des mines de métaux. Bien que ces changements n'aillent pas assez loin selon nous, l'industrie minière avait exercé de fortes pressions pour que le règlement soit affaibli encore davantage.
- En tant que membre du Groupe de travail d'ONG sur la Société pour l'expansion des exportations (SEE), nous avons obtenu une amélioration des normes applicables à cette institution en matières d'environnement et de divulgation de renseignements, de même que l'assurance qu'elle sera soumise annuellement à l'examen du Commissaire à l'environnement et au développement durable. Il reste des problèmes importants. Les évaluations environnementales sont entièrement entre les mains de la SEE, et cette dernière reste soustraite à l'application de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et de la Loi sur l'accès à l'information.
- Conjointement avec le Conseil des Canadiens, l'organisme tanzanien Lawyers Environmental Action Team (LEAT) et des ONG des quatre coins du monde, nous avons fait en sorte que les allégations d'éviction et de mort à la mine de Bulyanhulu, en Tanzanie, fasse l'objet d'un débat public et nous avons réclamé la tenue d'une enquête internationale indépendante sur cette question.
- Nous avons joué un rôle clé dans la lutte internationale pour faire cesser les déversements de résidus dans les océans. Nous avons participé à un important congrès international sur les déversements de résidus sous-marins en Indonésie; nous avons travaillé avec l'organisme Project Underground à la préparation d'une trousse destinée aux communautés touchées par des déversements de résidus sous-marins; nous avons aussi contribué à diverses publications dans des revues savantes et dans la presse populaire, dont un article de Janet Pelley publié dans la revue de l'American Chemical Society, *Environmental Science and Technology*, et intitulé « Dumping of Mine Wastes Under Scrutiny » et un article de Scott Fields publié dans la revue du National Institute of Environmental Health Sciences, *Environmental Health Perspectives*, et intitulé « Tarnishing the Earth, Gold's Dirty Mining Secret ».
- Par l'entremise de la Coalition du budget vert, nous avons obtenu l'appui du Comité permanent des finances de la Chambre des Communes à notre proposition de Fonds du Canada propre.
- Nous avons participé activement à l'examen quinquennal de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.
- Nous avons produit une trousse sur l'activité minière et les institutions financières internationales, conjointement avec l'Initiative d'Halifax.
- Mines Alert a publié plusieurs documents : *Financial Options for the*

Remediation of Mine Sites, After the Mine: Healing Our Lands and Nations, Mining in Remote Areas (avec EMCBC, version revue et corrigée), trois bulletins, *A Report on the Threats Posed by Mining in the Boreal Forest*, *TOXICanada: Thirteen Good Reasons to Establish a Clean Canada Fund* (conjointement avec le Sierra Club); et un document intitulé « Mining, Water Survival and the Diavik Diamond Mine » paru dans *Moving Mountains: Communities Confront Mining and Globalization*, Oxford University Press.

- Nous avons collaboré avec Cooperación au Pérou, le secrétariat africain de Third World Network, Mines Minerals and People en Inde, JATAM en Indonésie et MineWatch Asia-Pacific aux Philippines, afin d'élaborer une proposition en vue de former un réseau mondial des communautés touchées par l'activité minière. L'élaboration de cette proposition a permis de renforcer la voix de la communauté dans les rencontres internationales et régionales sur les mines partout dans le monde.
- Nous avons participé avec d'autres ONG à divers forums où nous avons pu apporter une perspective touchant l'environnement, les communautés et les droits de la personne : le colloque Toxicological Investigations of Mining Effluents (TIME) organisé par l'Association minière du Canada, la consultation de l'ACDI (Agende canadienne de développement international) sur sa stratégie à long terme, le colloque tenu conjointement avec Forum Afrique-Canada et le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) par le ministère des Affaires étrangères et portant sur la responsabilité sociale des entreprises, le colloque de l'Association minière du Canada intitulé « Towards Sustainable Mining », ainsi que le congrès sur le déplacement fiscal (« taxe verte ») organisé par la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE).

Nous tenons à remercier toutes les organisations et les personnes qui nous ont aidés au cours de la dernière année:

The Walter and Duncan Gordon Foundation
La Fondation EJLB
Les donateurs anonymes
Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses de l'automobile
Fonds humanitaire des métaux
Inter Pares
Fonds des primats pour le secours et le développement mondial
Kairos : Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice
Brainerd Foundation
Metcalf Foundation
Laidlaw Foundation
Droits et Démocratie
Ford Foundation
Roch Tassé
Katie Graham



Résidus de nickel – Falconbridge, Sudbury (Ontario). (Photo : J. Kneen)

Anneli Tolvanen
Yukon Conservation Society
Société pour la nature et les parcs du Canada
Comité canadien des ressources de l'Arctique
Conseil des Canadiens
Pembina Institute for Appropriate Development
Environmental Mining Council of British Columbia
The Packard Foundation
Project Underground

Conseil d'administration

Mines Alerte Canada est légalement incorporé au niveau fédéral à titre de société à but non lucratif. La gamme d'expertise et d'expérience des membres du conseil d'administration comprend la géoscience, les sciences de la santé, les communications politiques, le droit en matière de ressources naturelles, l'organisation de campagnes, la gestion organisationnelle et la recherche de fonds, le développement international et les questions autochtones. Les individus membres du conseil d'administration sont responsables vis-à-vis l'ensemble des organisations membres de Mines Alerte Canada et ne peuvent représenter, dans leurs fonctions de directeur, les intérêts d'un groupe spécifique.

Co-présidents

Alan Young, Victoria, Colombie-Britannique
Directeur général, Environmental Mining Council of BC
Brennain Lloyd, North Bay, Ontario
Directrice générale, Northwatch

Trésorier

Yves Rochon, Hull, Québec
Consultant indépendant en matières internationales et syndicales

Secrétaire

Ken Traynor, Toronto, Ontario
Recherchiste, Association canadienne du droit de l'environnement

Membres

Daniel Ashini, Sheshatshiu, Labrador
Consultant auprès de la nation Innu
Jean Symes, Ottawa, Ontario
Agent de programme, Inter Pares
Sarah Johnnie, Carmacks, Yukon
Directrice générale, Carmacks Renewable Resource Council
Sue Moodie, Whitehorse, Yukon
Consultante en contrôle et en gestion de l'environnement
Kevin O'Reilly, Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest
Directeur de la recherche, Comité canadien des ressources de l'Arctique
Joe Tsannie, Jr., Wollaston Lake, Saskatchewan
Étudiant; ex-conseiller, Première nation Hatchet Lake
Lorraine Michael, St. John's, Terre-Neuve
Directrice exécutive, Women in Resource Development
Evelyn Baxter-Robinson, Thunder Bay, Ontario
Coordonnatrice – Terres et ressources, Nation Nishnawbe Aski



Le personnel de Mines Alerte Canada (de gauche à droite): Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche; Joan Kuyek, coordonnatrice nationale; Jamie Kneen, coordonnateur des communications

Membres en 2001

Association canadienne du droit de l'environnement
Citizens' Mining Council of Newfoundland
Comité canadien des ressources de l'Arctique
Comité inter-Églises sur les responsabilités des corporations
Environmental Mining Council of British Columbia
Fédération canadienne de la nature
Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses de l'automobile
Inter Pares
La Nation Innu
Northwatch
Fonds humanitaire des Métaux
Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada
Yukon Conservation Society
Sierra Legal Defence Fund

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Présenté aux membres
MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada

Nous avons vérifié le bilan de MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada au 31 décembre 2001 et l'état des recettes et dépenses pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux administrateurs de l'organisation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par les administrateurs, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 décembre 2001 et des résultats d'exploitation, ainsi que des changements dans la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux conventions comptables généralement reconnus au Canada.

Ottawa (Ontario)
Le 6 février 2002

OUSELEY HANVEY CLIPSHAM DEEP LLP
Comptables agréés

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES Canada

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2001

	2001	2000
ACTIFS , COURT TERME		
Encaisse	\$ 96 855	\$ 53 433
Débiteurs	37 050	5 000
Charges payées d'avance	1 296	3 745
	<u>\$ 135 201</u>	<u>\$ 62 178</u>
PASSIF , COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	\$ 6 839	\$ 17 053
Produit comptabilisé d'avance (note 2)	99 852	35 000
	<u>106 691</u>	<u>52 053</u>
NOUVEAUX ACTIFS		
Solde – début de l'exercice	10 125	9 583
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	18 385	542
	<u>28 510</u>	<u>10 125</u>
	<u>\$ 135 201</u>	<u>\$ 62 178</u>

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES CanadaÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

	2001	2000
RECETTES		
Subventions	\$ 36 700	\$ 42 000
Générées par les programmes	106 621	116 854
Subventions de fondations	229 350	185 000
Adhésions, intérêts et autres	6 592	5 111
	379 263	348 965
D PENSES		
Coordination des réunions du conseil	19 801	20 377
Congrès et réunions	1 376	100 945
Soutien technique et démarrage	45 129	13 016
Publicité et publications	13 164	7 869
Programme international	117 930	65 848
Programme interne	89 790	78 756
Exploitation	27 672	17 920
Administration	46 016	43 692
	360 878	348 423
EXC DENT DES REVENUS SUR LES D PENSES POUR L EXERCICE	\$ 18 385	\$ 542

MININGWATCH Canada / MINES ALERTES CanadaNOTES ACCOMPAGNANT L'ÉTAT FINANCIER
LE 31 DÉCEMBRE 2001**1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES****a) Organisation**

MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada a été incorporé sans capital-action le 11 juin 1999 en vertu des lois canadiennes. MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la promotion du développement responsable des mines et des ressources minérales. MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada offre des activités de soutien aux organisations nationales et mondiales en mettant l'accent sur l'intégrité économique, sociale, écologique et culturelle. L'organisation fonctionne sur une base non lucrative et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral ni à l'impôt provincial.

b) Immobilisations

L'organisation suit la convention comptable qui consiste à inscrire à titre de dépense le coût des immobilisations acquises au cours de l'exercice. Les dépenses pour l'exercice reliées à l'acquisition d'équipement informatique et de fournitures se chiffraient à 2 500 \$ (2 000 \$ - néant).

c) Constatation des produits

L'organisation suit la méthode de report des contributions.

2. PRODUIT REPORTÉ

Le produit reporté représente le financement reçu avant la fin de l'exercice et qui se rapporte à l'exercice suivant.

3. CRÉDITS ENGAGÉS

L'organisation a un engagement de location à l'égard de locaux à bureaux qui expire le 30 avril 2004. Les paiements de location annuels, y compris les coûts de fonctionnement, sont d'environ 8 300 \$. L'organisation a aussi un engagement de location envers le réseau téléphonique qui expire en 2006. Les paiements de location annuels sont d'environ 800 \$.